

CHAPITRE 2

ÉCONOMIE

Stéphane Paquin

Les liens entre l'économie et les Relations internationales comme disciplines académiques sont nombreux : les deux champs s'intéressent aux questions internationales tels les processus d'intégration régionaux, le commerce international, le système monétaire international, la finance internationale, l'endettement public et la crise de la dette, et parfois même aux questions de stabilité et de paix entre les pays.

L'influence réciproque entre les deux disciplines est indéniable, même si l'on doit admettre que celle de l'économie sur les Relations internationales est nettement plus importante que l'inverse. Deux facteurs expliquent cette situation. Le premier est lié à l'apparition des questions relatives à la mondialisation et à l'interdépendance économiques depuis les années 1960 et 1970 au sein de la discipline des Relations internationales. Cette situation a amené plusieurs politologues à souhaiter l'élargissement des enjeux traités par les spécialistes des questions internationales afin de mieux prendre en compte la réalité de la mondialisation économique et financière. Le second facteur est lié aux questions d'ordre épistémologique et méthodologique. La tendance des quarante dernières années est une intégration progressive par les internationalistes, notamment américains, de la culture scientifique des économistes. Cela est particulièrement vrai pour les spécialistes de l'économie politique internationale (EPI) aux États-Unis. Cette situation s'explique, selon Benjamin Cohen, par le fait que ce sont les économistes qui semblent avoir créé les standards de ce qui passe pour du professionnalisme parmi les spécialistes des sciences sociales aux États-Unis. Peter J. Katzenstein, Robert O. Keohane et Stephen D. Krasner décrivent même la discipline économique comme « le roi régnant des sciences sociales » (1999, p. 23) ! Les travaux de spécialistes en relations internationales tendent ainsi à imiter de plus en plus les économistes et leurs méthodes inspirées des sciences de la nature.

Le présent chapitre est divisé en deux parties : la première porte brièvement sur l'étude des questions internationales chez les économistes, alors que la seconde traite plus abondamment de l'influence des théories et de la culture scientifique des économistes sur les théories des Relations internationales.

L'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES CHEZ LES ÉCONOMISTES

Même s'il ne faut pas généraliser, force est de constater que les économistes sont peu présents lorsqu'il s'agit d'expliquer les questions internationales à l'extérieur des phénomènes proprement économiques et financiers. Alors que les fondateurs de la discipline, comme Smith ou encore Ricardo, s'intéressaient aux effets du commerce international sur la paix entre les nations, très peu d'économistes contemporains portent leur attention sur les grandes questions de sécurité internationale. Avec l'avènement de la synthèse néoclassique après la seconde guerre mondiale, les questions internationales sont encore plus marginalisées par les économistes. Les néoclassiques, qui forment de nos jours l'orthodoxie en économie, sont issus de la synthèse des idées keynésiennes avec les théories économiques classiques. L'essentiel de leurs travaux porte sur les économies nationales sans trop se préoccuper des questions internationales.

Les classiques et les mercantilistes

Depuis les célèbres travaux d'Adam Smith, qui s'opposait aux mercantilistes, et ceux de David Ricardo, qui soutenait que le libre-échange est un facteur d'enrichissement même pour le pays qui est totalement désavantagé par les termes des échanges, la majorité des économistes classiques croit, ne serait-ce qu'implicitement, que l'expansion du commerce international, le libre-échange et l'interdépendance économique sont des facteurs de paix entre les nations (Paquin, 2008). Ces points de vue sont repris par David Hume ou encore Jean-Baptiste Say qui conclut : « on finira par comprendre qu'il n'est point dans l'intérêt des nations de se battre ; que tous les maux d'une guerre malheureuse retombent sur elles ; et que les avantages qu'elles recueillent des succès, sont absolument nuls » (Say, 1861, p. 477). William Cobden, qui mit fin aux *Corn Laws* au Royaume-Uni, va dans le même sens : « Je vois dans le libre-échange le principe qui agira sur la société humaine comme le principe de gravitation agit sur l'univers physique – en rapprochant les hommes, en écartant les antagonismes de race, de religion et de langue, et en nous unissant par les liens de la paix éternelle » (cité dans Silberner, 1957, p. 50).

Les classiques s'opposaient aux mercantilistes qui croyaient que les échanges commerciaux internationaux sont plutôt un jeu à somme nulle : ce qu'un pays gagne, l'autre le perd. Dans cet univers fini, la guerre est inévitable parce que le conflit est une donnée naturelle et incontournable. Selon l'inventeur de l'expression « raison d'État », l'italien Giovanni Botero, « le moyen de s'enrichir aux frais d'autrui, c'est le commerce » (cité dans Silberner, 1957, p. xxxiii).

Pour Alexander Hamilton, père fondateur de la nation américaine, le commerce n'est pas un facteur de paix : de nombreuses guerres sont en fait « fondées sur des motivations commerciales » et « l'esprit du commerce » produit de multiples incitations à la guerre. L'économiste allemand Friedrich List estimait, pour sa part, que réduire sa

participation au commerce international est le chemin le plus sûr pour rehausser la sécurité de la nation¹.

Les mercantilistes ne sont pas les seuls à penser que le commerce peut entraîner la guerre. Leur point de vue est partagé par l'un des plus grands économistes du XX^e siècle, John Maynard Keynes. Ce dernier émettait des doutes sur la validité de cette théorie de la paix par le doux commerce formulée par Montesquieu. Très affecté par la première guerre mondiale et la crise de 1929, il prône plutôt, dans un article publié en 1933 dans *The Yale Review* qui a pour titre « National Self-Sufficiency », des politiques d'autosuffisance nationale. Dans le livre qu'il publie en 1919, intitulé *Les Conséquences économiques de la paix*, il critique le traité de Versailles conclu la même année et déplore le fait que les questions économiques ont été négligées lors de la négociation. Dénonçant le coût trop élevé des réparations, qui ne pourrait pas, selon lui, être supporté par l'Allemagne, Keynes soutient que les dédommagements n'avaient aucune commune mesure avec les dommages réels subis notamment par la France (Keynes, 2002 [1920]). Il eut raison sur un point : l'Allemagne cessera ses remboursements, sauf qu'elle investira plus dans son réarmement que le montant des réparations imposées par le traité de Versailles...

Les néoclassiques

Les spécialistes des Relations internationales restent très largement insatisfaits lorsqu'ils se tournent, pour comprendre les questions internationales, vers les auteurs néoclassiques en économie. Cette insatisfaction s'explique par le fait que la très grande majorité des modèles théoriques des auteurs néoclassiques a été pensée dans une économie fermée, c'est-à-dire pas ou peu mondialisée : les variables internationales (commerce international, relations monétaires et finance internationale) ne sont pas fondamentales dans l'analyse ; l'objet de recherche central est l'économie intérieure des pays et non pas entre les pays.

Selon Gérard Kébabdjian, l'un des rares économistes à faire le pont entre les deux disciplines, « l'économie s'est développée comme "science" en niant la spécificité des relations internationales par rapport à la logique générale de l'échange et des marchés ; encore aujourd'hui, elle n'accorde qu'un statut théorique bâtard à cet objet, même si beaucoup d'économistes, avec des bonheurs divers ont cherché à s'affranchir de cette limitation » (Kébabdjian, 2003, p. 67).

Dans la 19^e édition du manuel de référence néoclassique de Samuelson et Nordhaus, les quatre chapitres (sur trente et un) portant sur le commerce international et la finance n'arrivent qu'à la sixième section du livre, alors que ces thèmes sont fondamentaux pour les internationalistes. En plus d'ignorer les enjeux de sécurité, les néoclassiques sous-estiment traditionnellement l'importance des questions économiques internationales (Samuelson et Nordhaus, 2010).

Dans l'éditorial inaugural de la *Review of International Political Economy (RIPE)*, les éditeurs de la revue remettent eux aussi en cause les travaux sur les questions

1. Pour une synthèse du débat, voir Paquin (2008, p. 99-125).

internationales des économistes néoclassiques (*RIPE* Editors, 1994), dont ils soulignent, comme Kébabdjian, la domination sur la discipline économique depuis 1945. Selon eux, les théories néoclassiques n'ont pas pris en compte la mondialisation qui implique pourtant une rupture historique fondamentale. Le changement de paradigme du keynésianisme vers le néolibéralisme et le monétarisme à partir des années 1970-1980 n'aurait pas changé fondamentalement la situation : l'économie nationale demeure le centre de l'analyse et la référence des économistes. Dit autrement, l'économie globale naissante échappe à la conceptualisation orthodoxe de l'économie internationale (*RIPE* Editors, 1994).

Si les économistes ne sont pas très nombreux à réfléchir sur les relations internationales dans le sens où l'entendent les internationalistes, n'en concluons pas pour autant qu'ils ont tous complètement ignoré les questions internationales. Comme on tend à confondre les « économistes » avec les « économistes néoclassiques » ou « orthodoxes », on néglige un pan entier de la discipline qui inclut pourtant des travaux novateurs. Plusieurs économistes dits « hétérodoxes » auront une influence importante dans les débats en relations internationales et en EPI, que l'on pense à Albert Hirschman, Jacob Viner, Charles Kindleberger, Raymond Vernon ou encore François Perroux, sans oublier Marx, Polanyi ou même Keynes. Par ailleurs, plusieurs auteurs connus, comme Paul Krugman, Joseph Stiglitz ou encore Jeffrey Sachs, abordent les questions internationales dans leurs travaux sur le développement, les changements climatiques ou la finance. D'autres proposent des analyses sur le libre-échange, sur le Fonds monétaire international, les crises financières ou encore sur l'Organisation mondiale du commerce. Mais ces travaux restent dans les marges de la théorie économique dominante.

L'exception française

La France fait ici figure d'exception : si peu d'internationalistes provenant de la filière de la science politique s'intéressent à l'EPI, ce n'est pas le cas pour certains économistes (Paquin, 2013). Les rares spécialistes de l'EPI en France sont très largement issus de la filière économique. Pour Christian Chavagneux, la France affiche deux exceptions dans ce domaine : « d'une part, plus de quarante années de littérature en EPI ont à peine pénétré l'université française. D'autre part, dans les pays anglo-saxons où elle est fortement développée [...], l'EPI est d'abord une approche de politistes spécialistes des relations internationales » (Chavagneux, 2010, p. 165). Les quelques chercheurs se réclamant de la discipline se présentent généralement comme des économistes hétérodoxes (Mehdi Abbas, Christian Chavagneux, Jean Coussy et Gérard Kébabdjian). D'autres travaux, comme ceux de l'économiste Daniel Cohen, sont à mi-chemin entre l'EPI, la sociologie et l'histoire économique.

Pour Nicolas Jabko du Centre d'études et de recherches internationales (CERI) de Sciences Po, il est étrange que l'EPI soit sous-développée dans un pays qui critique autant l'hégémonie américaine dans le monde et le néolibéralisme en général. D'autant plus que la France a été un incubateur d'idées formidable en économie politique, des physiocrates à l'École de la régulation en économie, en passant par l'École des Annales

en histoire. Cette marginalité de l'EPI en France s'explique, pour Jabko, par la force des théoriciens marxistes dans les années 1970. Leur influence était telle qu'elle aurait empêché le développement de l'EPI parmi les politistes de l'Hexagone. Le déclin de la pensée marxiste depuis les années 1980 aurait conduit à un déclin plus général de la tradition française en économie politique et contribué à la réticence des internationalistes à se spécialiser en EPI (Jabko, 2009, p. 231).

L'ÉCONOMIE DANS LES THÉORIES DES RELATIONS INTERNATIONALES

L'influence de la théorie économique chez les spécialistes des Relations internationales est indéniable. Depuis les années 1970, plusieurs auteurs majeurs ont introduit en Relations internationales des recherches qui s'inspirent directement de travaux issus de la science économique. Certains des débats les plus importants qui ont marqué la discipline, que ce soient ceux autour de l'interdépendance, de la théorie de la stabilité hégémonique, de la coopération internationale, ou encore de l'asymétrie des relations de pouvoirs, proviennent de travaux d'économistes. L'influence de l'économie sur les Relations internationales est encore plus nette sur le plan épistémologique et méthodologique. Nous traiterons ces thèmes successivement.

Une interdépendance complexe

Dans les années 1970, plusieurs facteurs internationaux contribuèrent à l'introduction de théories économiques dans les Relations internationales. Le déclin relatif des États-Unis, combiné à l'émergence de nouveaux géants économiques comme l'Allemagne et le Japon, a provoqué une série de débats sur le déclin de la puissance ou de l'hégémonie américaine. Dans le nouveau contexte de détente entre les États-Unis et l'URSS, la discipline des Relations internationales a pu détourner une partie de son attention des questions de sécurité militaire. La création de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en 1960, le premier choc pétrolier de 1973, les problèmes de croissance économique et la stagflation dans les années 1970, de même que la crise de la dette des pays du Tiers Monde dans les années 1980 provoquent une grande inquiétude quant à la stabilité économique internationale. Face à ces phénomènes, à l'interdépendance économique et à l'internationalisation croissante des grandes entreprises, les chercheurs prennent peu à peu conscience du phénomène que l'on nomme aujourd'hui la mondialisation.

Autre facteur explicatif, le programme de recherche en relations internationales dans les universités américaines commence à s'essouffler au début des années 1970. Le livre majeur de Hans J. Morgenthau, *Politics among Nations*, est paru en 1948 (Morgenthau, 1967 [1948]). Les travaux les plus cités de Thomas Schelling – prix Nobel d'économie en 2005 pour son application de la théorie des jeux en relation avec les conflits et la coopération entre les États – sur les stratégies des conflits et le contrôle des armements

ont été publiés dans les années 1960 (Schelling et Halperon, 1960 ; Schelling, 1961 et 1966). Puisque les enjeux économiques et politiques internationaux devenaient clairement plus importants et que le champ était ouvert, de jeunes politologues se sont engouffrés dans la brèche.

C'est à cette époque que Susan Strange publie son article manifeste « International Economics and International Relations : A Case of Mutual Neglect » favorable à un rapprochement entre les Relations internationales et l'économie internationale (Strange, 1970). Dans son esprit, l'EPI représente une forme de synthèse nécessaire, une *via media*, entre les deux disciplines. Cet appel n'est pas nouveau. Le grand historien Edward H. Carr écrivait déjà en 1939 que « l'illusion du XIX^e siècle de la séparation entre la politique et l'économie [avait] cessé de correspondre à la réalité » (cité dans Mastanduno, 1998, p. 830-831). Presque en même temps que Strange, Joseph S. Nye et Robert O. Keohane, s'inspirant des travaux d'économistes novateurs tels que Richard N. Cooper et Raymond Vernon, dirigent un numéro spécial de la revue *International Organization* sur les relations transnationales en 1971. La conception des deux auteurs sur les relations transnationales et l'interdépendance sera systématisée dans l'ouvrage qu'ils publient en 1977, *Power and Interdependence : World Politics in Transition*.

L'économiste Richard N. Cooper est considéré comme l'initiateur des travaux contemporains sur l'interdépendance économique (Cooper, 1968). Dans son livre, qui a eu une influence considérable dans le champ de l'économie publique, il soutient que le volume et la mobilité internationale du capital limitent sévèrement la capacité des États à poursuivre une politique monétaire indépendante. Par exemple, une politique dont l'objectif serait d'augmenter les taux d'intérêt pour limiter l'inflation encouragerait l'entrée de capitaux et donc la hausse de la masse monétaire. Elle équivaut en somme à une politique monétaire expansionniste, c'est-à-dire l'effet inverse que celui désiré. Cooper est l'un des premiers économistes à théoriser les effets de la mondialisation sur les politiques publiques.

Raymond Vernon a quant à lui développé une théorie sur le cycle de vie d'un produit, encore utilisée de nos jours pour expliquer les investissements étrangers et les délocalisations. L'auteur démontre que, dans un environnement concurrentiel, une entreprise n'a d'autre choix que de délocaliser ses activités pour diminuer ses coûts de production et prolonger la durée de vie d'un produit. Si la thèse semble exagérée dans les années 1960, elle est aujourd'hui d'une grande banalité (Vernon, 1966). L'ouvrage qu'il publie en 1971, *Sovereignty at Bay*, propose également l'une des plus pertinentes analyses des multinationales, considérées comme des acteurs politiques majeurs de la scène internationale et de la politique étrangère américaine (Vernon, 1971).

Nye et Keohane s'inspirent de ces travaux pour proposer une théorie des relations transnationales et de la politique mondiale. Ils se positionnent contre la conception réaliste des relations internationales qui domine le champ de la recherche depuis les années 1950 et 1960, et qu'ils considèrent en crise au début des années 1970. Les transformations de la scène internationale depuis la fin des années 1960 rendent nécessaire l'ouverture vers l'économie internationale et les relations transnationales, et conduisent à l'élargissement du nombre d'acteurs à prendre en compte dans les questions internationales. Ces auteurs critiquent les postulats sur la centralité de l'État

puisque d'autres protagonistes tels que les multinationales ou les organisations transnationales deviennent des acteurs influents. Les théoriciens réalistes qualifiaient d'enjeux secondaires les questions internationales qui ne concernaient pas la sécurité et la politique intérieure. Ce faisant, ils ignoraient complètement les questions liées à l'interdépendance économique. Pour Nye et Keohane, cette interdépendance est un phénomène important, toujours plus complexe en raison de l'accélération du transnationalisme, qui transforme le fonctionnement de la scène internationale. Dans la préface de la troisième édition de *Power and Interdependence*, ils écrivent que « la mondialisation renvoie à une intensification de ce que nous décrivions comme l'interdépendance en 1977. En effet, de nombreux aspects de la politique mondiale s'apparentent plus au portrait libéral des années 1970 qu'à l'image réaliste des années 1980 » (Keohane et Nye, 2012, p. xxiii, nous traduisons).

La théorie de la stabilité hégémonique

La théorie de la stabilité hégémonique provient également de travaux d'économistes. Son inventeur, l'historien de l'économie Charles Kindleberger, exercera une grande influence dans le domaine des relations internationales. Auteur d'une trentaine de livres et de nombreux articles, il connaît une notoriété internationale grâce à son analyse des crises financières qu'il propose dans son ouvrage *Manias, Panics and Crashes* paru en 1978, mais aussi et surtout à son analyse de la crise de 1929, *The World in Depression 1929-1939*, paru en 1973, qui jette les bases de la théorie de la stabilité hégémonique. Cette thèse centrale dans les débats en Relations internationales et en EPI depuis les années 1970 sera notamment reprise par les théoriciens réalistes des relations internationales, dont Stephen D. Krasner et Robert Gilpin.

Pour Kindleberger, la dépression qui suit la crise de 1929 est largement causée par les hésitations du gouvernement américain à prendre le leadership mondial avant la fin de la première guerre mondiale, alors même qu'il paraissait évident que l'Empire britannique était en déclin et qu'il n'était plus en mesure de remplir ce rôle. Or, selon lui, dans le contexte de l'entre-deux-guerres, l'économie mondiale avait besoin d'un stabilisateur et d'un seul pour fonctionner correctement, et cette fonction ne pouvait être remplie que par les États-Unis (Kindleberger, 1973). Le leader est un État puissant qui assume la responsabilité du bien commun sur la scène internationale. Les États-Unis, pour éviter le prolongement de la crise de 1929, auraient dû faire preuve de leadership pour maintenir l'ouverture de leurs marchés à des biens ne trouvant pas de clients (*distress goods*), s'ériger en prêteur de capitaux à long terme ou encore contractuels, adopter un système de taux de change plus stable, coordonner les politiques macro-économiques et agir comme prêteur de dernier ressort afin de procurer les liquidités nécessaires au système financier international. Pour Kindleberger, le problème avec les biens communs mondiaux est qu'ils reposent en dernier recours sur le pays qui joue le rôle de leader mondial. Or, puisque tous les pays peuvent profiter du bien commun sans en assumer les coûts, la multiplication des resquilleurs ou des passagers clandestins empêche le leader bienveillant d'endosser cette responsabilité. En 1981, Kindleberger écrit au sujet du déclin des États-Unis que le problème « n'est

pas celui de trop de puissance, mais celui de pas assez ; non pas celui d'un excès de domination, mais celui de trop de passagers clandestins » (cité dans Battistella, 2012, p. 457). Dans son interprétation de la crise de 1929, il s'opposait à la théorie de la contingence sur les causes de la crise de Paul A. Samuelson ainsi qu'à l'interprétation monétariste de Milton Friedman et d'Anna Schwartz.

L'introduction de ce débat en EPI s'est faite par l'entremise d'un article de Stephen D. Krasner paru dans la revue *World Politics* en 1976. Même si ce dernier n'est pas le premier à aborder le sujet, son article est celui qui pose le plus clairement les termes du débat qui mobilisera dans les décennies suivantes les chercheurs en EPI. Krasner y soutient qu'une économie ouverte sur le plan international a plus de chance de se produire « lorsqu'une puissance hégémonique est dans une phase ascendante » (Krasner, 1976, p. 323, nous traduisons). L'esprit de cet article s'inscrit dans une critique de l'approche développée par Joseph S. Nye et Robert O. Keohane : « depuis quelques années, les étudiants des relations internationales ont multinationalisé, transnationalisé, bureaucratisé et transgouvernementalisé l'État à un point tel qu'il a cessé d'exister comme construit analytique. Cette tendance est particulièrement forte parmi les spécialistes de la politique des relations économiques internationales » (*ibid.*, p. 317, nous traduisons). Les travaux portant sur les relations transnationales ont minimisé le rôle de l'État parce qu'ils considèrent que ce dernier est pris au piège par la société transnationale qui n'est pas la création des États, mais celle d'acteurs non étatiques. L'interdépendance n'est pas conçue comme un choix délibéré des États, mais comme le résultat d'éléments hors du contrôle des États ou du système créé par les États. Or, pour Krasner, cette perspective nous induit complètement en erreur. Il écrit qu'elle « peut expliquer les évolutions au sein d'une structure économique internationale particulière, mais [qu']elle ne peut expliquer la structure en elle-même » (*ibid.*, p. 317, nous traduisons).

Krasner cherche à démontrer que la structure du commerce international est en fait déterminée par les intérêts et la puissance des États qui agissent de manière à maximiser leurs objectifs nationaux. La plus importante conclusion de son article est qu'une distribution hégémonique de la puissance, c'est-à-dire lorsqu'un État concentre beaucoup plus de puissance que les autres, favorise la création d'un système ouvert d'échanges commerciaux. Corollaire de cette théorie, le déclin de la structure hégémonique de la puissance laisse présager le déclin des régimes économiques internationaux, le retour au protectionnisme et peut être même l'avènement de guerres mondiales (Krasner, 1976 ; voir aussi Gilpin, 1981, 1987 et 2001).

Les théories de la coopération et l'institutionnalisme libéral

Des années 1980 aux années 2000, les théories économiques auront également beaucoup d'influence dans la constitution du paradigme dominant en relations internationales aux États-Unis : le libéralisme institutionnel. Les institutionnalistes libéraux s'intéressent à la coopération entre États souverains dans un contexte de *political market failure*, selon l'expression inventée par Keohane (1984, p. 85). Ce concept

repose sur une théorie bien connue en économie, celle des marchés défailants (*market failure*) (Bator, 1958 ; Medema, 2007).

Le *political market failure* signifie que des États pourraient ne pas réussir à maximiser leur utilité parce qu'ils ont un comportement égoïste et cherchent à privilégier leurs intérêts. Cette approche s'appuie sur les théories économiques qui prétendent expliquer le comportement des entreprises dans un contexte de marché défailant et les coûts de transaction dans une situation d'incertitude pour analyser les politiques des États. Il y a défaillance du marché lorsqu'une transaction ne se produit pas correctement parce que le marché est organisé de telle façon qu'un comportement autrement rationnel devient irrationnel. Un pareil contexte peut contribuer à donner des résultats sous-optimaux au sens de Pareto (l'optimum de Pareto est atteint lorsqu'on ne peut améliorer le bien-être d'un individu sans détériorer celui d'au moins un autre). Très axées sur la théorie des jeux et sur l'approche des choix rationnels (Cooley, 2009, p. 48) – nous y reviendrons –, les théories de la défaillance des marchés sont souvent associées aux théories de l'asymétrie d'information (Greenwald et Stiglitz, 1986). Le courant institutionnaliste en économie avance que les imperfections du marché peuvent être corrigées par la mise en place d'institutions favorisant l'échange d'informations. De même, en Relations internationales, les institutionnalistes libéraux prôneront la création d'institutions internationales pour corriger les défaillances causées par le refus de coopération de certains États, incertains quant aux motivations des autres États.

L'œuvre phare qui va importer ce débat en théorie des relations internationales est *After Hegemony : Cooperation and Discord in the World Political Economy* de Robert O. Keohane. Publié en 1984, ce livre est une réplique aux néoréalistes et aux théoriciens réalistes de la stabilité hégémonique. Keohane tente de faire la synthèse entre le néoréalisme et l'interdépendance complexe, qui produira ce que l'on appelle aujourd'hui le libéralisme institutionnel. Pour lui, si la théorie de la stabilité hégémonique est entièrement fautive, il n'y a aucune raison de penser que la fin de l'hégémonie américaine est importante du point de vue de la coopération et de la stabilité de la scène internationale. En revanche, si elle est vraie, il y a lieu de s'inquiéter pour la stabilité internationale. Keohane cherche à démontrer que les États peuvent coopérer même lorsque la puissance hégémonique, qui a fortement contribué à mettre sur pied les institutions de coopération, amorce une période de déclin relatif. Il écrit : « la persistance de tentatives de coopération dans les années 1970 suggère que le déclin de l'hégémon ne signifie pas nécessairement la mort de la coopération » (Keohane, 1984, p. 9, nous traduisons).

L'enjeu est de taille, car de nombreux analystes croyaient que le déclin relatif de l'hégémonie américaine par rapport aux autres puissances allait entraîner l'instabilité de l'économie mondiale, avec son cortège de récessions et de conflits. Selon Keohane, les avantages que procurent les institutions et les régimes internationaux monétaires, commerciaux et pétroliers créés après la seconde guerre mondiale se maintiennent indépendamment de la montée ou du déclin d'une puissance hégémonique. Ces institutions n'étant pas conçues comme des arrangements ponctuels ou temporaires, elles représentent une variable qui intervient entre les pouvoirs économique et politique du système international et le résultat final. Elles survivent à la puissance hégémonique

et aident à résoudre les problèmes de défaillance politique du marché, car elles facilitent la coopération en faisant circuler l'information et en réduisant les obstacles aux échanges et, par là, l'incertitude. Keohane plaide pour leur persistance, qui permet de rendre le monde plus stable et prévisible.

On le voit, contrairement à Krasner et à d'autres auteurs réalistes, Keohane perçoit les institutions et les régimes internationaux non pas en termes de puissance, mais en fonction de l'intérêt des acteurs. Si le point de départ de sa thèse est le même que celui des théoriciens réalistes, il n'en déduit pas comme ces derniers que les États doivent pratiquer le *self-help*. Au contraire, les leçons du dilemme du prisonnier² le poussent à conclure qu'il existe des situations dans lesquelles il est préférable pour les acteurs de choisir des actions multilatérales, car agir selon son intérêt égoïste et rationnel produit des effets pervers ou des résultats suboptimaux au sens de Pareto. Keohane tire du dilemme du prisonnier un autre enseignement. Il souligne que si les prisonniers avaient eu la possibilité de communiquer, ils auraient eu le loisir de développer une stratégie optimale, c'est-à-dire ne pas dénoncer son complice et être libre. Voilà pourquoi, selon lui, les régimes et les institutions internationales sont fondamentaux en relations internationales : ils permettent de communiquer plus facilement et, ce faisant, diminuent l'incertitude causée par le manque d'information.

Les études de sécurité

Le livre de l'économiste hétérodoxe Albert Hirschman, *National Power and the Structure of Foreign Trade*, paru en 1945, constitue une étude majeure pour les spécialistes des questions de sécurité (Hirschman, 1945 ; Mastanduno, 1998 ; Krasner, 2008 [1996]). Hirschman s'interroge sur la manière dont les États utilisent les échanges commerciaux bilatéraux pour augmenter leur puissance. L'idée de base est simple : deux pays commerçant ensemble ne bénéficient pas des mêmes retombées. Dans cette relation asymétrique, le pays le moins dépendant des termes de l'échange peut exploiter cette situation afin de renforcer sa puissance.

Hirschman affirme qu'il existe deux façons d'utiliser une relation commerciale afin d'altérer la capacité ou les politiques publiques d'un État. Dans un premier cas, un État peut chercher à limiter la disponibilité de certains produits ou technologies très importants dans le but de restreindre l'accès aux ressources stratégiques. Les politiques des pays occidentaux lors de la guerre froide illustrent bien cette stratégie. En limitant les échanges de biens, de prêts, d'information et de convertibilité des devises, ils ont isolé les pays du bloc de l'Est, les excluant de l'ordre économique mondial, que ce soit du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale ou encore de l'Accord

2. Le dilemme du prisonnier, énoncé par le mathématicien canadien Albert W. Tucker en 1950, provient de la théorie des jeux. Il caractérise une situation dans laquelle deux acteurs auraient intérêt à coopérer, mais ne le font pas car les incitations à trahir l'autre acteur sont fortes et parce que le contexte les empêche de communiquer entre eux. Deux complices d'un crime sont en garde à vue et détenus dans des cellules séparées et sans possibilité de communiquer entre eux. Les policiers proposent aux deux suspects la même offre : si l'un des deux suspects dénonce l'autre, il sera libéré et le second recevra la peine maximale de dix ans de prison. Si les deux dénoncent l'autre, ils feront cinq ans chacun. Si aucun des deux ne parle, ils seront relâchés faute de preuves.

général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) (Krasner, 2008 [1996] ; Mastanduno 1991 et 1992). Dans un second cas, les relations commerciales peuvent être utilisées pour obliger un pays à changer de politique étrangère. Si l'un des deux États formule une menace crédible de modifier le système d'échanges, le second devra céder si le coût de la menace est supérieur à celui des bénéfices des échanges. Pour l'État dépendant le plus de la relation commerciale, il est préférable de s'aligner sur les préférences du plus fort plutôt que de subir les conséquences économiques de la menace. Pour Hirschman, une menace est crédible dès lors que les coûts d'opportunité ou de renonciation du changement sont asymétriques. Si le principal partenaire modifie le système sans que cela lui occasionne de coûts majeurs, mais que les coûts sont considérables pour le second, la menace est crédible. Elle ne l'est pas si les coûts d'opportunité sont les mêmes ou sont comparables pour les deux partenaires ou encore s'ils sont plus élevés pour celui qui formule la menace. Le coût d'opportunité ou de renonciation permet ainsi d'opérationnaliser le concept de pouvoir, qui a toujours été problématique pour les théoriciens des relations internationales (sur ces débats, voir Paquin, 2008). Dans son analyse, Hirschman prend l'exemple de l'Allemagne qui a utilisé sa politique commerciale pour étendre son influence en Europe de l'Est dans l'entre-deux-guerres, même si cette politique était inefficace économiquement. Les théoriciens réalistes en conclurent qu'un État puissant fera des sacrifices en termes de gains économiques afin de rehausser sa puissance politique. Ils seront dès lors très attentifs aux transformations de la puissance des États sur la scène mondiale, car ces transformations pourront avoir des répercussions sur les relations entre les États.

Les traductions épistémologies et méthodologiques

Sur le plan de la traduction de la culture scientifique des économistes en Relations internationales, trois aspects sont particulièrement importants : le premier aspect porte sur la relation entre la théorie et l'empirique dans la production scientifique, le second sur le niveau d'analyse, et le dernier sur l'épistémologie et la méthodologie. Les économistes sont beaucoup plus systématiques que les internationalistes dans la relation entre la théorie et l'empirique, massivement favorables à l'individualisme méthodologique et à la théorie du choix rationnel, et très largement positivistes et favorables aux méthodes quantitatives dans la démonstration. Sur tous ces points, les internationalistes divergent de façons importantes, même si la tendance ces dernières années, aux États-Unis notamment, va dans le sens d'une traduction en Relations internationales de la culture scientifique des économistes orthodoxes.

La situation en France est différente puisque la séparation entre la science économique et les autres sciences sociales est plus nette qu'aux États-Unis. Selon Nicolas Jabko, ce sont davantage les écoles d'ingénieurs que les universités qui forment les économistes français. Par conséquent, il existe peu d'interactions entre ces derniers et les internationalistes. De plus, les internationalistes français, à l'inverse de leurs homologues américains, ne nourrissent pas de complexe d'infériorité à l'égard des économistes et sont donc peu perméables à l'influence des théories économiques et de la culture scientifique des économistes (Jabko, 2009, p. 235).

Relations entre la théorie et l'empirique

Selon l'historien de l'économie Barry Eichengreen, la différence la plus importante entre l'économie et les Relations internationales repose sur la connexion ou le lien entre proposition théorique et validation empirique dans la production académique (Eichengreen, 1998, p. 994). Pour les internationalistes, ce lien est moins systématique. Les résultats du sondage *Teaching, Research, and International Policy* (TRIP) de 2008, effectué dans dix pays auprès de la communauté des chercheurs en Relations internationales (la France ne fait cependant pas partie du sondage), nous indiquent que ces derniers optent majoritairement pour l'analyse qualitative, et ce, même aux États-Unis où ils sont 68 % à déclarer employer cette méthode, contre 77 % au Royaume-Uni et 85 % au Canada. Les méthodes quantitatives sont plus populaires aux États-Unis (23 %) qu'au Royaume-Uni (7 %) et au Canada (7 %) (TRIP, 2009, p. 38). La très grande majorité des chercheurs, que ce soit au Royaume-Uni (71 %), au Canada (80 %) ou aux États-Unis (87 %), ont recours à la méthode de comparaison des études de cas (TRIP, 2009, p. 40). La différence avec les économistes est ainsi très importante, puisque les méthodes quantitatives représentent la norme. En caricaturant, on pourrait affirmer que les économistes ont tendance à développer des modèles théoriques réductionnistes et à les valider à l'aide de données empiriques avec de vastes échantillons qui sursimplifient la réalité, alors que les internationalistes développent des modèles théoriques plus complexes et plus souples qui cadrent mieux avec leurs analyses descriptives et apportent plus de nuance et de profondeur.

Eichengreen soutient également que « les propositions théoriques des internationalistes ne se prêtent pas facilement à la réfutation ni à la validation empirique. Les méthodes empiriques ne sont pas développées dans le but de faciliter les tests des propositions théoriques. En conséquence, la recherche en relations internationales n'a pas produit un cœur commun de propositions théoriques ni un arsenal de méthodes empiriques communément acceptées » (Eichengreen, 1998, p. 994, nous traduisons). Pour Eichengreen, la tâche des chercheurs en Relations internationales est de renforcer les liens entre la théorie et l'empirique. Cette affirmation mérite d'être nuancée notamment dans le cas des États-Unis. Des études récentes démontrent que les internationalistes tendent de plus en plus à accepter et à intégrer la culture scientifique, dominante chez les économistes (Paquin, 2013).

Individualisme méthodologique

L'individualisme méthodologique postule que les phénomènes sociaux s'expliquent à partir d'une agrégation d'actions individuelles. Cette approche met l'accent sur le rôle des acteurs ou des unités constituantes dans le fonctionnement du système, compris dès lors comme la somme de ses parties. L'individualisme méthodologique s'oppose à l'approche holiste selon laquelle les phénomènes sociaux sont des totalités irréductibles aux individus : le système possède une existence en soi et il agit selon des règles de fonctionnement qui lui sont propres.

L'individualisme méthodologique est l'approche dominante en économie. Comme l'écrit Paul Krugman, récipiendaire du prix Nobel d'économie en 2008, « l'économie

s'intéresse à ce que font les "individus" : non pas les classes ou les "corrélations des forces" mais les acteurs individuels. Cela n'exclut pas la pertinence de niveaux plus élevés d'analyse, mais ils doivent être fondés sur le comportement individuel. L'individualisme méthodologique est l'essence même ». Il poursuit en affirmant que les individus sont égoïstes et intelligents. Il écrit : « un billet de 100 dollars ne reste pas longtemps sur le trottoir ». Ainsi, fondamentalement, l'économie s'intéresse prioritairement à l'interaction entre les individus (Krugman, 1996, p. 2, nous traduisons).

Une majorité d'internationalistes américains acceptent l'individualisme méthodologique (Paquin, 2013 ; Cohen 2008). De nombreux chercheurs en théorie des Relations internationales vont même plus loin en adoptant la théorie du choix rationnel, variante de l'individualisme méthodologique, importée des études économiques néoclassiques par les politologues à partir des années 1950. Aux postulats fondamentaux de l'individualisme méthodologique s'ajoute l'idée que les individus sont égoïstes et que, toute action comportant un coût et un bénéfice, l'acteur cherche à maximiser ses bénéfices (Downs, 1957 ; Buchanan et Tullock, 1962 ; Olson, 1978). Robert O. Keohane soutient par exemple que les acteurs des relations internationales sont rationnels, utilitaristes, égoïstes et qu'ils agissent en fonction de leur intérêt (Keohane, 1984). L'approche en termes de choix rationnels n'est pas simplement axée sur les intérêts des acteurs puisqu'elle permet également d'intégrer les interactions entre acteurs « stratégiques ». Autrement dit, les individus incluent dans le calcul de leurs préférences les comportements anticipés des autres acteurs qui sont également présumés rationnels (Lake et Powell, 1999). Pour Helen Milner, l'approche en termes de choix rationnels compte trois avantages : « [e]lle oblige à spécifier explicitement les hypothèses du modèle utilisé, à tirer des conclusions logiques et à examiner systématiquement les effets des changements de n'importe quelle variable dans l'analyse » (Milner, 1997, p. 7, nous traduisons).

Une des implications de l'utilisation de la théorie du choix rationnel est cette tendance de nombreux économistes à « endogénéiser » l'État, c'est-à-dire qu'ils interprètent ses actions à partir des préceptes de la rationalité économique individuelle. Cela dit, ils ne sont pas les seuls. On peut, selon Barry Eichengreen, tracer un parallèle entre la théorie des firmes telle qu'elle était enseignée par Milton Friedman à l'Université de Chicago et la conception de l'État des théoriciens réalistes comme Kenneth Waltz. Friedman partait du principe que le comportement des firmes était guidé par la recherche de la maximisation des profits. Il n'est donc pas nécessaire d'ouvrir la boîte noire des entreprises afin d'explorer ce qui s'y passe à l'intérieur. Comme de nombreux économistes, Friedman étayait cette affirmation en soutenant que, dans un marché concurrentiel, les firmes qui ne cherchent pas à maximiser leurs profits sont appelées à disparaître. La conception néoréaliste de l'État comme acteur unitaire et rationnel et le concept du *self-help* relèvent de la même logique. Dans un environnement anarchique et dangereux, les États doivent assurer leur sécurité pour ne pas disparaître. La aussi, il n'est pas utile de comprendre ce qui se passe à l'intérieur des gouvernements pour comprendre le comportement des États (Eichengreen, 1998, p. 1003 ; Friedman, 1953 ; Waltz 1979, p. 105). Ces approches sont à l'opposé de celles favorisées par Allison et de ses trois modèles pour expliquer la crise des missiles (Allison, 1969 ; Allison et Zelikow, 2000).

L'endogénéisation de l'État est également très présente dans les différentes théories sur les biens communs internationaux. En relations et en économie politique internationales, la pensée de Garrett Hardin (1968) sur la tragédie des biens communs a eu une résonance importante et est de nos jours utilisée pour expliquer le comportement des États face aux changements climatiques ou encore à la surpopulation. Dans son article, Hardin donne pour exemple un village d'éleveurs qui partagent un pâturage. Chaque berger a un accès libre au pâturage qui est communal. Puisque ce dernier n'appartient à personne, les bergers auront intérêt pour maximiser leur gain à surexploiter la ressource, ce qui à terme causera la disparition de la ressource. Face à ce dilemme, deux types de solution sont possibles : nationaliser la ressource ou la privatiser en accordant des droits de propriété aux bergers. Elinor Ostrom (1990), prix Nobel d'économie en 2009, a proposé l'idée de laisser la gestion de la ressource à la communauté locale en instaurant des normes institutionnelles, mais également un contrôle social. Ses travaux tendent cependant à indiquer que cette solution n'est réaliste qu'à une petite échelle.

Pour ces théoriciens, l'identité et les intérêts des acteurs sont exogènes et représentent une donnée plutôt qu'une construction sociale. Bien que les valeurs et les perceptions soient importantes, elles demeurent secondaires, tout comme de nombreux aspects de la vie sociale. En procédant de la sorte, il devient possible de créer des théories causales. Keohane reconnaît les limites de cette approche, mais croit qu'elle est plus efficace pour élaborer des prédictions. Contrairement aux premières théories positivistes, elle est déductive mais repose sur l'observation empirique, la mesure et sur la possibilité de créer des théories causales. Elle sera contestée par le développement du constructivisme en Relations internationales.

Épistémologie et méthodologie

La très grande majorité des économistes néoclassique sont positivistes. Sur le plan méthodologique, les néoclassiques sont également très critiques à l'égard des méthodes qualitatives ou descriptives comme la méthode historique ou les études de cas. Ils sont cependant friands des méthodes quantitatives et notamment de l'économétrie pour analyser les données de l'observation à partir de vastes échantillons. Leur position peut être résumée par l'inscription sur la façade de la bâtisse réservée aux sciences sociales de l'Université de Chicago : « *if you cannot measure it, your knowledge is meagre and unsatisfactor* » (« si vous ne pouvez pas les mesurer, vos connaissances sont maigres et insatisfaisantes ») (cité dans Kurki et Wight, 2010, p. 17).

Dans le domaine des Relations internationales, la communauté est divisée. Selon Steve Smith, le grand clivage entre chercheurs américains et non américains repose sur une divergence d'ordre épistémologique (*U.S.-versus-the-rest phenomenon*) (Smith, 2002). Smith soutient que « dans le reste du monde, et de façon sûre en Europe et en Australasie, les spécialistes des relations internationales demeurent sceptiques sur les mérites du positivisme ainsi que sur la croyance qui y est associée, selon laquelle il existe des standards pour mesurer la qualité des recherches universitaires » (Smith, 2002, p. 81). Un sondage TRIP confirme les propos de Smith : pour Daniel Maliniak

et ses collaborateurs, aux États-Unis « [...] la recherche publiée en relations internationales est presque entièrement positiviste » (TRIP, 2012, p. 461, nous traduisons).

La différence est très importante entre la communauté, au sens large, des chercheurs en relations internationales et celle, américaine, des chercheurs en EPI. Sur le plan méthodologique, les spécialistes américains de l'EPI ont connu une évolution très marquée vers l'utilisation croissante des méthodes quantitatives. Alors que, selon Mali niak et Tierney (2009) dans les années 1980 et 1990, les articles en EPI recouraient plus aux méthodes qualitatives – c'est le cas de la majorité des travaux publiés dans les douze revues d'impact – que les articles en relations internationales en général, la situation s'est aujourd'hui complètement inversée³. En 2006, 90 % des travaux en EPI américaine utilisaient les méthodes quantitatives.

En EPI, on constate également une augmentation importante de la modélisation formelle dans les articles publiés. Selon une enquête réalisée par Benjamin Cohen, sur 170 articles parus dans la revue *International Organization* de 1975 à 1979, moins de 10 % proposaient une modélisation formelle. De 1980 à 1984, ce pourcentage baisse légèrement à 7,4 %, mais remonte à 26 % dans la seconde moitié des années 1990, pour atteindre pratiquement 50 % de 2000 à 2004. En comparaison, de 1994 à 1998, seuls 6 articles sur 161 publiés dans la *Review of International Political Economy* (Royaume-Uni) propose une modélisation formelle, soit 3,7 % du total. De 1999 à 2003, cette proportion double, mais reste à un niveau très faible de 5,6 % (Cohen, 2008, p. 42 et 55).

* * *

La prise en compte des questions internationales par les économistes et celle des enjeux économiques par les internationalistes demeure, à bien des égards, insatisfaisante. La seconde a donné naissance à une nouvelle discipline à partir des années 1970 : l'EPI. Même si cette jeune discipline a fait énormément progresser la recherche en relations internationales, les questions de sécurité demeurent trop souvent étudiées isolément des questions économiques, alors qu'il est évident que cette séparation est beaucoup trop artificielle. Dans un contexte d'interdépendance économique et financière, mais aussi de croissance démographique accélérée et de réchauffement climatique, il devient impératif de mieux prendre en compte la réalité du contexte économique international sur le plan des études de sécurité.

Les économistes ont aussi de leur côté un énorme effort de réflexion à réaliser. La crise financière ayant révélé la pauvreté de leur modèle théorique, ils devraient faire preuve de plus de modestie et cesser de vivre intellectuellement au-dessus de leurs moyens. L'obsession quantitative en vue de produire une modélisation formelle a rendu abstraite la discipline économique et résume la complexité du monde à sa plus simple expression. De même, la quête abusive de rationalité et la surutilisation des mathématiques pour expliquer le fonctionnement du monde ont conduit à la désincarnation

3. Ces revues sont : 1) *International Organization*, 2) *World Politics*, 3) *International Security*, 4) *International Studies Quarterly*, 5) *Journal of Conflict Resolution*, 6) *Journal of Peace Research*, 7) *Security Studies*, 8) *European Journal of International Relations*, 9) *Journal of Politics*, 10) *American Political Science Review*, 11) *American Journal of Political Science* et 12) *British Journal of Political Science*.

des travaux des économistes orthodoxes. La sophistication de leur modèle théorique les éloigne de la réalité plutôt que de les en rapprocher. De fait, ils sont incapables de prendre en compte des réalités non observables comme une idéologie, la raison, la morale, l'éthique, l'identité ou encore la construction de la vie sociale. De nos jours, Adam Smith ou John Maynard Keynes ne pourraient probablement pas décrocher un poste de professeur dans un département d'économie d'une grande université américaine. Pourtant, la faillite explicative des théories économiques est gênante. Les spécialistes de l'EPI, Susan Strange en tête, avaient, pour leur part, largement anticipé la crise financière de 2008.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLISON (G. T.) (1969), « Conceptual Models and the Cuban Missile Crisis », *American Political Science Review*, 63 (3), p. 689-718.
- ALLISON (G. T.) et ZELIKOW (P. D.) (2000), « L'essence de la décision. Le modèle de l'acteur rationnel », *Cultures et Conflits*, 36, p. 2-36.
- BATOR (F.) (1958), « The Anatomy of Market Failure », *Quarterly Journal of Economics*, 72 (3), p. 351-379.
- BATTISTELLA (D.) (2012), *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 4^e éd. mise à jour et augmentée.
- BUCHANAN (J.) et Tullock (G.) (1962), *The Calculus of Consent*, Ann Arbor (Mich.), University of Michigan Press.
- CHAVAGNEUX (C.) (2010), *Économie politique internationale*, Paris, La Découverte, 2^e éd.
- COHEN (B.) (2007), « The Transatlantic Divide : Why Are American and British IPE so Different ? », *Review of International Political Economy*, 14 (2), p. 197-219.
- COHEN (B.) (2008), *International Political Economy : An Intellectual History*, Princeton (N. J.), Princeton University Press.
- COOLEY (A.) (2009), « Contested Contracts : Rationalist Theories of Institutions in America IPE », dans M. Blyth (ed.), *Routledge Handbook of International Political Economy (IPE) IPE as a Global Conversation*, New York (N. Y.), Routledge, p. 48-61.
- COOPER (R. N.) (1968), *The Economics of Interdependence : Economic Policy in the Atlantic Community*, New York (N. Y.), McGraw-Hill.
- DOWNES (A.) (1957), *An Economic Theory of Democracy*, New York (N. Y.), Harper & Row.
- EICHENGREEN (B.) (1998), « Dental Hygiene and Nuclear War : How International Relations Looks from Economics », *International Organization*, 52, p. 993-1012.
- FRIEDMAN (M.) (1953), *Essays in Positive Economics*, Chicago (Ill.), University of Chicago Press.
- GILPIN (R.) (1981), *War and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GILPIN (R.) (1987), *The Political Economy of International Relations*, Princeton (N. J.), Princeton University Press.

- GILPIN (R.) (2001), *Global Political Economy : Understanding the International Economic Order*, Princeton (N. J.), Princeton University Press.
- GREENWALD (B. C.) et STIGLITZ (J.) (1986), « Externalities in Economies with Imperfect Information and Incomplete Markets », *Quarterly Journal of Economics*, 90, p. 229-264.
- HARDIN (G.) (1968), « The Tragedy of the Commons », *Science*, 162 (3859), p. 1243-1248.
- JABKO (N.) (2009), « Why IPE is Underdeveloped in Continental Europe. A case Study of France », dans M. Blyth (ed.), *Routledge Handbook of International Political Economy, IPE as a Global Conversation*, Londres, p. 231-242.
- KATZENSTEIN (P. J.), KEOHANE (R. O.) et KRASNER (S. D.) (1999), « International Organization and the Study of World Politics », dans P. J. Katzenstein, R. O. Keohane et S. D. Krasner (eds), *Exploration and Contestation in the Study of World Politics*, Cambridge (Mass.), MIT Press, p. 5-45.
- KÉBABDJIAN (G.) (2003), « L'objet international dans la théorie économique », *Annuaire français des relations internationales*, 4, p. 66-83.
- KEOHANE (R. O.) (1984), *After Hegemony : Cooperation and Discord in World Political Economy*, Princeton (N. J.), Princeton University Press.
- KEOHANE (R. O.) (1997), « Problematic Lucidity. Stephen Krasner's "State Power and the Structure of International Trade" », *World Politics*, p. 150-170.
- KEOHANE (R. O.) et NYE (J. S.) (2012 [1977]), *Power and Interdependence : World Politics in Transition*, New York (N. Y.), Longman, 3^e éd.
- KEYNES (J. M.) (1933), « De l'autosuffisance nationale », *The Yale Review*, 22 (4), p. 755-769 (traduit et reproduit dans *Alternatives économiques/L'Économie politique*, 2006, 31).
- KEYNES (J. M.) (2002 [1920]), *Les Conséquences économiques de la paix*, Paris, Gallimard.
- KINDLEBERGER (C.) (1973), *The World in Depression 1929-1939*, Berkeley (Calif.), University of California Press, p. 312. Une version française de la seconde édition a été publiée en 1986 et en 1988 : *La Grande crise mondiale*, Paris, Economica.
- KRASNER (S. D.) (1976), « State Power and the Structure of International Trade », *World Politics*, 28 (4), p. 317-347.
- KRASNER (S. D.) (1991), « Global Communications and National Power : Life on the Pareto Frontier », *World Politics*, 43, p. 326-367.
- KRASNER (S. D.) (2008 [1996]), « The Accomplishments of International Political Economy », dans S. Smith, K. Booth et M. Zaleski (eds), *International Theory : Positivism & Beyond*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 108-127.
- KRUGMAN (P.) (1996), « What Economists Can Learn from Evolutionary Theorists' : a Talk Given to the European Association for Evolutionary Political Economy » (disponible sur <http://web.mit.edu/krugman/www/evolute.html>).
- KURKI (M.) et WIGHT (C.) (2010), « International Relations and Social Science », dans T. Dunne, M. Kurki et S. Smith, *International Relations Theories : Discipline and Diversity*, Oxford, Oxford University Press, 2^e éd., p. 14-35.
- LAKE (D.) et POWELL (R.) (eds) (1999), *Strategic Choice and International Relations*, Princeton (N. J.), Princeton University Press.
- MALINIAK (D.) et TIERNEY (M.) (2009), « The American School of IPE », *Review of International Political Economy*, 16 (1), p. 6-33.

- MASTANDUNO (M.) (1991), « Do Relative Gains Matter? America's Response to Japanese Industrial Policy », *International Security*, 16 (1), p. 73-113.
- MASTANDUNO (M.) (1992), *Economic Containment : Cocom and the Politics of East-West Trade*, Ithaca (N. Y.), Cornell University Press.
- MASTANDUNO (M.) (1998), « Economics and Security in Statecraft and Scholarship », *International Organization*, 52, p. 825-854.
- MEDEMA (S.) (2007), « The Hesitant Hand : Mill, Sidgwick, and the Evolution of the Theory of Market Failure », *History of Political Economy*, 39 (3), p. 331-354.
- MILNER (H.) (1997), *Interests, Institutions and Information*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1997.
- MORGENTHAU (H.) (1967 [1948]), *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, New York (N. Y.), Knoff.
- NYE (J. S.) et KEOHANE (R. O.) (1971), « Transnational Relations and World Politics : An Introduction », *International Organization*, 25 (3), p. 329-349.
- OLSON (M.) (1978), *La Logique de l'action collective*, Paris, PUF.
- OSTROM (E.) (1990), *Governing the Commons. The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge, Cambridge University Press.
- PAQUIN (S.) (2008), *La Nouvelle Économie politique internationale*, Paris, Armand Colin.
- PAQUIN (S.) (2013), *Les Théories de l'économie politique internationale. Culture scientifique et hégémonie américaine*, Paris, Presses de Sciences Po.
- RIFE EDITORS (1994), « Editorial : Forum for Heterodox International Political Economy », *Review of International Political Economy*, 1 (1), p. 2-7.
- SAMUELSON (P. A.) et NORDHAUS (W. D.) (2010), *Economics*, New York (N. Y.), McGraw-Hill.
- SAY (J.-B.) (1861), *Traité d'économie politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distinguent et se consomment les richesses*, Paris, Guillaumin et Cie.
- SCHELLING (T.) (1961), *Strategy and Arms Control*, New York (N. Y.), The Twentieth Century Fund.
- SCHELLING (T.) (1966), *Arms and Influence*, Yale (Conn.), Yale University Press.
- SCHELLING (T.) et HALPERON (M.) (1960), *The Strategy of Conflict*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- SILBERNER (E.) (1957), *La Guerre et la paix dans l'histoire des doctrines économiques*, Paris, Sirey.
- SMITH (S.) (1996), « Positivism and Beyond », dans S. Smith, K. Booth et M. Zaleski (eds), *International Theory : Positivism and Beyond*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 11-44.
- SMITH (S.) (2002), « The United States and the Discipline of International Relations : "Hegemonic Country, Hegemonic Discipline" », *International Studies Review*, 4, p. 68-85.
- STIGLITZ (J.) et WEISS (A.) (1981), « Credit Rationing in Markets with Imperfect Information », *American Economic Review*, 71, p. 393-410.
- STRANGE (S.) (1970), « International Economics and International Relations : A Case of Mutual Neglect », *International Affairs*, 46, p. 304-315.

- TRIP (2007), LIPSON (M.), MALINIAK (D.), OAKES (A.), PETERSON (S.) et TIERNEY (M.), « Divided Discipline ? Comparing Views of US and Canadian IR Scholars », *International Journal*, 62 (2), p. 327-333.
- TRIP (2009), JORDAN (R.), MALINIAK (D.), OAKES (A.), PETERSON (S.) et TIERNEY (M.), *One Discipline of Many ? TRIP Survey of International Relations Faculty in Ten Countries*, (<http://www.wm.edu/offices/itpir>).
- TRIP (2012), MALINIAK (D.), PETERSON (S.) et TIERNEY (M.), *TRIP Around the World*, Williamsburg (Va.), College of William and Mary.
- VERNON (R.) (1966), « International Investment and International Trade in the Product Cycle », *Quarterly Journal of Economics*, 2, p. 190-207.
- VERNON (R.) (1971), *Sovereignty at Bay : the Multinational Spread of U.S. Enterprises*, New York (N. Y.), Basic Book.
- VINER (J.) (1948), « Power versus Plenty as Objectives of Foreign Policy in the Seventeenth and Eighteenth Century », *World Politics*, p. 1-29.
- WADE (R.) (2009), « Beware what you Wish for : Lessons for International Political Economy from the Transformation of Economics », *Review of International Political Economy*, 16 (1), p. 106-121.
- WALTZ (K.) (1979), *Theory of International Politics*, New York (N. Y.), McGraw-Hill.